

Conseil Scientifique de l'Institut des Sciences Humaines et Sociales (InSHS)

Mercredi 28 juin 2017, 9h00-13h00

Salle Pierre Auger (CoNRS)
CNRS, 3 rue Michel-Ange, Paris

Compte rendu de la
Table ronde organisée par le CS de l'InSHS du CNRS

Quel avenir pour les LabEx ?

9h00-9h20	Accueil
9h20-9h30	Introduction
9h30-9h50	Gilles Gesquière, LabEx IMU (Lyon)
9h50-10h10	Arnaud Banos, LabEx DynamiTe (Paris)
10h10-10h30	Olivier Bouin, LabEx RFIEA+ (Paris)
10h30-11h00	Discussion
11h00-11h30	Pause
11h30-11h50	Etienne Anheim, LabEx Patrima (Cergy)
11h50-12h10	Nathalie De Noblet, LabEx BASC (Paris-Saclay)
12h10-12h30	Philippe Blache, LabEx BLRI (Aix)
12h30-13h00	Discussion
13h00	Déjeuner

Questions abordées (Présentation et bilan scientifique des six LabEx) :

- Constitution de réseaux ? Développement de l'interdisciplinarité, de l'internationalisation, etc. ? Autres résultats. Quelles créations en terme de propriétés intellectuelles autres que publications (articles, livres) ? Créations d'entreprises ou autres ?
- Financements. Quels cofinancements ont obtenu les LabEx jusqu'à présent, qu'il s'agisse de financements publics et/ou privés ?
- Effets et interférences institutionnels. Quelles articulations y a-t-il entre les LabEx et les UMR ? Y compris en terme de gestion ? Quels effets (dynamisants, pervers) ? Quelles articulations entre les LabEx et les UFR ? Les LabEx ont-ils construit des offres de formation (notamment continue), et lesquelles ? Quelles articulations entre LabEx et IdEx/ISite ?
- L'avenir des LabEx. Envisagez-vous la poursuite du LabEx, dans quel cadre ? Ou bien envisagez-vous de nouveaux projets (Institut de Convergence, EUR...) ? Quelles implications (y compris en terme de gouvernance) des LabEx ont-ils dans les nouveaux projets d'EUR ? Les transformations des LabEx en d'autres types de projets sont-elles envisagées à périmètre d'équipes constant ou bien s'accompagnent-elles d'un recentrage sur l'un des axes du LabEx ? Et dans le deuxième cas, sur quel(s) critère(s) ?

Membres du CSI présents : Anne Abeillé (AA), Astrid Brandt-Grau (ABG), Philippe Auvergnon (PA), Naceur Chaabane (NC), Emmanuel Didier (ED), Ivan Guermeur (IG), Lamine Gueye (LG), Cécile Michel (CM), C. Oghina-Pavie (COP), Nathalie Vienne-Guerrin (NVG).

Autres participants : Laurent Schneider (LS, président de la section 32 du CoNRS), Michèle Dassa (MD, InSHS).

Introduction : Cécile Michel, Présidente du CS de l'InSHS

En Sciences de l'Homme et de la Société, une bonne part des projets de recherche sont financés depuis 2011 par les LabEx répartis sur tout le territoire. Les LabEx ont pour avantage d'offrir des financements souples qui s'adaptent aux types de recherches que l'on mène dans nos disciplines. Avec la diminution du financement récurrent des laboratoires et la réduction importante des projets retenus dans le cadre de l'ANR, c'est sans doute la principale source de financement nationale pour les projets de recherche en sciences de l'homme et de la société.

Il existe 171 LabEx toutes disciplines confondues qui se répartissent en trois ensembles :

- 77 LabEx font partie de huit IdEx et reçoivent leurs financements par ces IdEx ;
- 19 LabEx relèvent des deux IdEx prometteurs ;
- 75 LabEx font l'objet de conventions LabEx autonomes.

Le résultat d'une évaluation de l'ensemble des LabEx menée à mi-parcours au mois de juin 2015 a montré leur dynamisme : plus de 30 000 publications dans des revues internationales, ainsi que 11 000 doctorants et 6 000 post-doctorants participant aux LabEx. En Sciences de l'Homme et de la Société (SHS), la première vague a donné naissance à 25 LabEx,¹ 14 autres ont été créés lors de la seconde vague.²

Lorsque, lors de leur réunion du 6 février 2017, les membres du CS de l'InSHS ont décidé d'organiser cette table ronde, les LabEx ne devaient plus être financés après 2019. Une annonce faite le 14 février dernier par Thierry Mandon et Louis Schweitzer laissait entrevoir l'existence d'une phase supplémentaire jusqu'en 2025 : « les LabEx pourront 'bénéficier de la dotation non consommable qui leur a été attribuée du 31 décembre 2019 au 31 juin 2025, sous réserve que leur vitalité soit confirmée' par une évaluation prévue pour 2018 ».

Des situations différentes sont alors envisagées selon la situation de chaque LabEx :

- S'il est intégré à une IdEx définitivement confirmée en 2019, la prolongation sera décidée par cette IdEx dans le cadre de sa politique scientifique ;
- S'il est partie prenante d'un projet à venir d'École Universitaire de Recherche dans le cadre du PIA 3, l'évaluation de ce projet prendra en compte les critères de prolongation des LabEx et la sélection de l'École entraînera la prolongation du LabEx pour la durée du projet ;
- Dans tous les autres cas, l'évaluation du LabEx aura lieu en 2018.

Les responsables de LabEx, soucieux de les pérenniser, se sont lancés dans les projets d'Ecoles Universitaires de Recherche (EUR), dont les activités de formation et de recherche doivent être assez équivalentes à celles des actuels LabEx.

Nous avons donc décidé d'organiser cette table ronde afin d'ouvrir un dialogue entre des porteurs de LabEx dont les profils sont assez différents. Certains LabEx sont déjà reconvertis en Fondation ou Institut de convergence. Certains sont sur des IdEx/ISite, les autres non, certains ont développé des partenariats public/privé, certains ont une dimension internationale importante et un LabEx ne relève pas des Sciences Humaines et Sociales. Par cette table ronde nous voulons comprendre comment les LabEx vont pouvoir continuer à fonctionner à l'avenir.

Gilles Gesquiere (GG) : LabEx [Intelligences des Mondes Urbains](#) (IMU, Lyon, vague 1 ; 9 M €)

Contexte : IdEx (Humanité et Urbanité, probatoire pour 4 ans).

Recherche et expérimentation centrées sur la Métropole Lyon – Saint-Etienne, et sur les zones rurales environnantes.

¹ AMSE, ARTS-H2H, ASLAN, CAP, EFL, Entreprendre, FUTURBAINS, GREAM, HASTEC, IAST, ICCA, IDGM, IEC, IMU, iPOPs, ITEM, LABEXMED, LaScArBx, LIEPP, OSE, PATRIMA, ReFi, RESMED, SITES, TransferS.

² ARCHIMEDE (arch), BLRI, COMOD, Dynamite, ECODEC, EHNE, IAM-TSE, LABEX FCD, MME-DII, OBVIL, PP, RFIEA+, SMS / SSW, TEPISIS.

Pluridisciplinaire (32 disciplines) : il s'agit de faire interagir différents domaines scientifiques (en SHS géographes et architectes, mais aussi informaticiens, sciences du vivant), travailler avec des collectivités, des associations et des entreprises.

C'est un LabEx en pleine expansion : 32 laboratoires (UMR et EA) et 440 chercheurs. 16 tutelles. Une équipe de gestion centralisée.

Un appel à projets annuel (36 projets pluridisciplinaires financés depuis 2012). Un appel à sujet de master (99 masters financés, création Master Altevilles, Master VEU). 108 événements labellisés.

Il s'agit d'incuber des projets : aider les chercheurs en les finançant et les accompagnant via des appels à projets, le but étant de les rendre indépendants du financement du LabEx.

« Studios » pour amorcer des collaborations (chercheurs, acteurs publics, privés, associatifs). Aide au montage de projets ANR, européens... Accompagnement pour 2 startups. Chaire « Habiter ensemble la Ville de demain » financée par fonds externes.

Réalisation de logiciels autour de projets, mise en place d'une plateforme qui permet de regarder ce qui a déjà été produit (quantification et qualification).

Collaborations internationales en cours (Chine, Mexiques, Brésil...), et créer un réseau européen (interactions avec des pôles et clusters, avec d'autres LabEx, avec la métropole de Lyon).

Financements : sollicitation des entreprises, co-financement de projets avec des industriels (ex. Veolia), et convention avec la métropole.

Avenir : En 2017, lauréat de l'AAP Instituts de Convergence « Ecole Urbaine de Lyon → le LabEx sera moins axé sur l'aspect formation afin de se recentrer sur la recherche.

Accompagnement du dépôt de 4 propositions d'Ecole Universitaire de Recherche, mais le LabEx ne souhaite pas être réduit à l'une de ces EUR.

Pour l'avenir : volonté de continuer après 2019, mais pas de budget, demande de renouvellement jusqu'à 2025 avec le même périmètre, des collaborations sont désormais à construire entre LabEx – Institut de Convergence, et LabEx – EUR lauréates.

Arnaud Banos (AB) : LabEx Dynamiques Territoriales (Dynamite, Paris, vague 2 ; 6,5 M €)

Contexte : Hors IdEx (in IdEx 2012-2015), hors COMUE, Ce labEx a contribué à rapprocher de nombreuses UMR SHS pour la plupart d'entre elles liées à l'Université Paris 1 et en particulier 4 UMR de géographie de Paris. Nombre de ces UMR sont concernées par le déménagement sur le Campus Condorcet.

Notion de territoire dans la perspective d'une projection collective.

Sciences Humaines et Sociales et Sciences de l'environnement : histoire, géographie, environnement, archéologie, statistiques. Un LabEx très académique au départ et un effort pour l'orienter vers des partenariats non académiques (services publics, partenaires privés).

12 groupes de travail sur la thématique de l'environnement lancés en 2012 et portés par des UMR.

18 laboratoires (UMR Géographie Cité, porteur du LabEx, gestion Université Paris 1).

11 établissements partenaires. Partenaires non-académiques sur des projets ciblés (EDF, AirParif, Vinci...)

300 chercheurs, doctorants et post-doctorants (principal poste de dépenses), ingénieurs en CDD, répartis en 13 groupes de travail portant sur l'environnement, la ville, le développement et les échanges. CS international réuni une fois par an.

Financement : 800 000 euros par an pour les doctorants (2 à 4 par an), post-doctorants et ingénieurs, pour les manifestations et séminaires, les écoles d'été... Le financement des postes d'ingénieur sur quelques mois fait rapidement avancer les projets

4 Appels à projets par an pour des financements limités à 4 000 €.

60 séminaires, 100 manifestations nationales et internationales, 2 rencontres Dynamite, formations doctorants. Professeurs invités.

Avenir : Rendra le dossier pour évaluation en 2018 et candidatera pour 2020-2025 (travail dans l'urgence, car il n'y a pas encore d'indication). A partir de 2019, Campus Condorcet, et possibles changements dans le périmètre des unités partenaires du LabEx. Il faudrait pérenniser ce LabEx dans ce cadre, avec le souhait qu'il soit hébergé dans l'hôtel à projets de Condorcet.

Olivier Bonin (OB) : LabEx Réseau Français des Instituts d'Études Avancées (RFIEA+, vague 2 ; 8,5 M €)

Contexte : LabEx porté par une Fondation de coopération scientifique créée en 2007 (Réseau Thématique de Recherche Avancée). C'est le seul LabEx multi-site avec Aix-Marseille (IdEx confirmé), Lyon (IdEx 2017), Nantes, Paris (deux IdEx 2014 non encore confirmés). C'est un LabEx pluridisciplinaire qui contribue à l'attractivité internationale des sites et territoires dans lesquels les instituts ont une fonction d'incubation ; le LabEx renforce les politiques d'invitation des IEA français dans un contexte européen marqué par le rapide développement des IEA (il existe aujourd'hui 24 IEA en Europe).

Fonctionne sur des invitations de chercheurs de haut niveau (une année académique) via un appel à candidatures ouvert. 15 à 25 bourses par site, soit un total de 90-100 bourses (40 pour PhD+2-12 et 60 pour chercheurs confirmés) pour environ 700 candidats par an (15% de taux de succès). 80% du budget du LabEx sont dédiés à l'invitation des chercheurs. Le LabEx a permis de passer de 350 mois/chercheurs par an à 660 mois/chercheurs en 2016-2017. Invités : 47% Europe ; 26% Amérique ; 18% Asie ; 9% Afrique.

Le RFIEA a 90 UMR cibles par rapport aux politiques d'invitation, dont 29 à Paris (définies avec l'InSHS ; l'IEA de Paris a 12 établissements partenaires, l'InSHS n'en fait pas partie), 7 à Nantes, 22 à Marseille et 20 à Lyon.

Appel à candidatures ouvert mais avec une coloration pour chaque institut afin de placer des spécialistes dans un dialogue interdisciplinaire. Il s'agit majoritairement de sciences humaines (histoire, philosophie, anthropologie, ethnologie, littérature comparée, archéologie) mais aussi de sciences sociales et, dans une moindre mesure, de sciences dures et de disciplines artistiques.

100 colloques, conférences et ateliers par an, écoles d'été. Pépinière de projets avec beaucoup de publications : plus de 200 publications, ¼ en copublication avec des Français, beaucoup de monographies et d'ouvrages collectifs, actes de colloques. Un objectif est de renforcer les collaborations avec les écoles doctorales.

Développement de la plateforme FUNDIT qui recense l'ensemble des appels à projets pour le financement de la mobilité via des projets (désormais financée en partie par la DGRI). Initiatives de valorisation socio-économique (lettre bimensuelle Fellows, collaboration avec Le Monde, RFI et The Conversation). Aide au montage de projets européens.

Avenir : reconduction de la demande pour 2019-2024 avec un périmètre inchangé. Le RFIEA a obtenu un important financement européen (COFUND 8,5 M € dont ¼ pour la France, soit 10 bourses annuelles).

Discussion à partir de ces trois premières présentations

NC : Les États-Unis se sont retirés de la COP 21 et l'État Français a proposé d'accueillir des collègues américains (thématique de l'IEA à Marseille). Par ailleurs, le ministère a mis en place le programme Pause pour l'accueil de réfugiés du Proche-Orient, sur co-financements ; mais en fait ceux-ci n'existent pas vraiment. Quel rôle peut jouer les LabEx ?

OB : C'est une initiative assez récente. À Aix-Marseille, nous avons beaucoup travaillé avec des invités et collègues étrangers sur les Objectifs Développement Durable (ODD).

CM : Trois LabEx donc aux profils très différents, montés dans des contextes divers et avec des futurs assurés ou non. Quel bilan et quelles interactions avec les projets d'EUR ?

AB : La durée de vie des LabEx est trop courte pour mettre en place de réelles collaborations. Il faudrait pouvoir doubler leur durée de vie pour avoir de véritables résultats. On a assisté à la mobilisation de beaucoup de forces pour essayer de mettre en place des formes de pilotage qui ne soient pas endogènes, mais au final, on observe une certaine lassitude des collègues. Il est difficile de faire signer des publications avec le label du LabEx du fait des pressions des tutelles hétérogènes. Pour DynamiTe, il y a la perspective Condorcet ; sans ce projet, il n'y aurait pas autant de mobilisations.

Il n'y a pas de projet EUR porté par DynamiTe. Paris 1 a déposé des projets d'EUR, sans en informer réellement les directeurs d'unités, ou seulement deux semaines avant le dépôt. La situation est à peu près identique pour USPC (8 projets d'EUR), alors qu'à PSL, il y a eu beaucoup de réunions en amont, cela n'est pas lié à l'IdEx.

PA : Le réseau des IEA peut se présenter sans ambiguïté comme en appui de l'existant au travers de sa politique d'invitations, les inquiétudes sont plus fortes pour « la brique UMR » dans d'autres types de LabEx. On comprend que ces derniers ne souhaitent pas être de simples guichets pour les UMR « adhérentes ». Dans certains cas, le LabEX a fait le choix d'imposer une candidature individuelle des chercheurs. Quel bilan de l'effet restructurant ou déstructurant des LabEx? Comment définir aujourd'hui les rapports entre LabEx, UMR, et chercheurs participants ?

GG : Il y a effectivement une difficulté dans la concurrence entre tutelles dès le départ, avec des calculs d'apothicaires entre UMR et LabEx, d'où l'idée d'engager les chercheurs eux-mêmes, en concertations avec les UMR. Ainsi, pour IMU, il y a une chaire sur financement privé signée avec le CNRS et pas l'Université de Lyon. Les financements des projets proposés par les chercheurs ne sont pas compétitifs et sélectifs. Au contraire, les projets non-retenus sont accompagnés pour qu'ils aient plus de chances au dépôt suivant.

IG : Il semble qu'il y ait aussi un problème dans la mesure où les LabEx sont évalués en-dehors des instances habituelles d'évaluation.

AB : De quelle évaluation pour les LabEx parle-t-on ? Bibliométrie ? Au départ, les critères pris en compte par l'ANR ne reposaient que sur les articles de revues. Maintenant on peut aussi faire valoir les chapitres d'ouvrages. Si l'on prend par exemple le LabEx TransferS (ENS), il finance massivement des ouvrages ; c'est hors des critères de l'ANR !

Il y a indéniablement un effet « levier » des LabEx. L'ANR demande une évaluation précise du cofinancement ; cela n'est pas toujours facile lorsque l'on prend en compte les salaires.

PB : L'évaluation des LabEx et des Instituts de Convergence est faite par les IdEx pour ceux qui sont in IdEx, la situation est différente si l'on est hors IdEx.

ABG : Qu'en est-il de l'impact des LabEx, de leur reconnaissance, et de leur visibilité à l'Europe et à l'international ?

OB : Le RFIEA+ a contribué à l'internationalisation des sites : c'était le but même de ce LabEx. Il a été néanmoins difficile de faire comprendre qu'il s'agissait d'un nouveau dispositif complémentaire –et non concurrentiel—sur les sites.

En 8 années, RFIEA+ a été évalué 6 fois (ANR, IGNAER, AERES, Cours des comptes), sans compter les évaluations européennes !

Il n'est pas demandé une reconduction à l'identique : on continue à innover pour augmenter les collaborations, à réaliser des objets nouveaux (comme par ex. FUNDIT), à développer des outils permettant de rendre des services à l'ensemble de la communauté scientifique. RFIEA+ est à la fois un LabEx et une infrastructure.

ED : Quel est le fonctionnement des LabEx pour le chercheur de base ?

GG : Le financement des LabEx se fait via le PIA (financements de l'État) pour des opérations vues comme structurantes. On ne finance que des projets collectifs ; la décision se fait en Conseil Scientifique et Comité de Pilotage du LabEx, avec l'avis du Conseil Scientifique externe une fois par an.

NVG : Quelle est la visibilité de ces opérations ? Pour qui et par qui ? Les LabEx sont des hôtels à projets : on répond à un appel à projet pour obtenir un LabEx qui lui-même lance des appels à projet, pour aider à répondre à d'autres appels à projet (européen ?). La communauté scientifique passe son temps à répondre à des appels à projets, et la dissémination consiste à expliquer non pas les aspects

scientifiques, mais comment procéder pour obtenir des financements ! Nous préférons des financements directs aux briques de base que sont les unités de recherche !

PB : Il s'agit de jouer en effet avec les cartes qu'on nous donne, et tâcher de réorienter les moyens pour le meilleur bénéfice de tous. On peut être critique sur tout, mais les LabEx ont permis d'assurer des financements de projets en souplesse.

AB : Tout à fait d'accord avec cette vision des choses : la boucle est bouclée quand on parvient à l'autofinancement ! Pour l'internationalisation, nous n'avons pas attendu la création des LabEx. En revanche, ceux-ci ont eu une dynamique dans la structuration régionale. Ils ont permis de redonner la main aux chercheurs sur le dispositif. Par exemple, la communauté parisienne était très éclatée au départ. La communauté s'est clairement désengagée des appels à projets de l'ANR. La transparence dans le fonctionnement des LabEx est très importante. Il y a un Conseil des partenaires et un collectif de direction.

Etienne Anheim (EA), LabEx Patrimoines Matériels : Savoirs, Patrimonialisation, Transmission (PATRIMA, Cergy-Pontoise et Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, vague 1, 7 M €)

Contexte : ISite Cergy et IdEx probatoire Paris-Saclay. COMUE Université Paris Seine (Cergy), fonctionne avec l'EquipEx PATRIMEX (plateforme d'analyse multi-scalaire). Et surtout, la création en 2013 de la Fondation des Sciences du Patrimoine, fondation partenariale sous le patronage du Ministère de la Culture et de la Communication, qui assure la gouvernance du LabEx et de l'EquipEx (Universités Cergy et Saint-Quentin, Louvre, Château de Versailles, Centre Pompidou et nombreux autres partenaires).

Etudie les patrimoines matériels (objets et collections, manuscrits, archives, monuments, sites), selon trois axes de recherche : fondamentale, appliquée (musées, conservation), transmission et divulgation.

LabEx interdisciplinaire : SHS (histoire, histoire de l'art, archéologie, littérature, sociologie), Sciences de l'informatique, traitement des données, physicochimie (synchrotron, analyses laser...)

LabEx interinstitutionnel : Ministère de la Culture et de la Communication, BNF, Cité de la Musique, Quai Branly, et autres établissements publics. Egalement un réseau de PME-PMI. Existence de mécénat (Crédit Agricole et BRED). Entre recherche et Culture.

Le Conseil d'Administration et le Conseil Scientifique pilotent le budget. 2 appels à projets annuels, l'essentiel est financé sous la forme de contrats doctoraux (cotutelle systématique) : 52 thèse depuis 2011 (dont 18 soutenues), ainsi que 30 post-doctorants et 42 bourses de Master, soit 60% du budget tourné vers la formation. Transversalité des projets (minimum 2 partenaires issus d'institutions et disciplines différentes). 1,3 M € annuels, dont 700 000 euros du LabEx.

134 publications directement liées à des objets directement financés. Egalement parmi les actions structurantes : Carnets de recherche et site propre.

Partenariats étrangers : Londres en particulier, Brésil, Athènes et des collaborations institutionnelles avec la Chine.

Avenir : A donné naissance à des projets ANR et une très grande infrastructure européenne (E-RIHS). Grâce à la Fondation, le LabEx a évolué vers un cadre plus large (DIM, PIA...).

Plusieurs projets d'EUR liés à la Fondation ont été déposés.

Nathalie de Noblet (NN), LabEx Biodiversité, Agroécosystèmes, Société, Climat (BASC, Paris-Saclay, vague 2, 4,6 M €)

Contexte : IdEx probatoire Paris – Saclay

Partenaires : AgroParistech, CEA, Université Paris-Sud, INRA.

BASC étudie les grandes questions de société : protection environnementale (climat, pollution, biodiversité), sécurité alimentaire, adaptation aux changements globaux. Il intervient à l'échelle du territoire péri-urbain (plateau de Saclay, avec les agriculteurs et les collectivités locales) : gestion des terres et écosystème, parc scientifique et récréatif, agroécologie/agriculture durable, production d'innovation en partenariat, démarche de conception, formation.

Pluri- et interdisciplinaire : Sciences de la vie (agronomie, climat, génétique...), écologie et environnement et sciences sociales (économie, système socio-écologiques), mais aussi modélisation intégrée des Sciences du vivant (confort hygrothermique, améliorer la qualité de l'air grâce à une bonne gestion du sol. Effet rétroactif).

5 grands axes structurants avec une certaine liberté dans l'usage des crédits. Il s'agissait de construire une communauté de recherche et de pensée nouvelle, donc les appels à projets ont été limités et ouverts. Les ateliers de réflexion et de partage ont permis de construire 3 fictions territoriales, de l'évolution du plateau à l'Horizon 2050 : (a) autonomie et synergie rurale et urbaine, (b) spécialisation des espaces et innovations technologiques, (c) plateau de Saclay = parc scientifique et récréatif.

Offre principalement de formation internationale, avec 6 Master anglophones « School BASE », socle commun, mentions de Master incluant le droit et l'économie (SHS). Orsay : EPCE espace pédagogique commun en environnement.

Financement : 4,6 M € du LabEx, 1,3 M € de fonds additionnels publics.

Avenir : Au sein de Paris – Saclay, collaboration avec le LabEx Sciences des Plantes (SPS) et l'Institut de convergence CLAND (émanation d'un sous-ensemble du LabEx qui concerne l'usage des sols).

Après 2019 contribution de la MSH Paris – Saclay : promouvoir l'interdisciplinarité selon 4 axes : Environnement, Energie et Territoires, Santé et Nouvelles Technologies

Dépôt d'une EUR avec demande de poursuite du LabEx. Réponse en cours à l'AMI Territoires Innovants de Grande Ambition

2020 : Regroupement sur le plateau de Saclay,

Philippe Blache (PB), LabEx [Brain & Language Research Institute](#) (BLRI, Aix Marseille, vague 2, 5 M €)

Contexte : Ce LabEx s'inscrit dans un IdEx. Les partenaires sont Aix-Marseille Université, le CNRS et l'INSERM. Il s'agit d'un LabEx à la fois de site et thématique. 9 unités CNRS et 1 unité CNRS-INSERM. Proximité géographique.

Objet d'étude : le langage. Chercher à comprendre comment fonctionne le langage de notre cerveau. BLRI se trouve à l'interface entre les Sciences de la Vie (neurosciences), les Sciences de l'Homme et de la Société et l'informatique. Langage du cerveau, langage et communication, comment les humains encodent et décodent, transmettent l'information, nature de l'information, cognition, cerveau. Intégrer les différentes perspectives entre langage, neurosciences etc. Il s'agit de créer de nouvelles méthodologies (coordination dynamique, mécanismes neurophysiologiques). Six plateformes expérimentales forment le cœur de fonctionnement du LabEx. Coordination des plateformes et possibilité à tous les chercheurs d'y accéder, expérimentations au niveau intracrânien.

Question de l'apprentissage automatique : élargir plus vers les collègues mathématiciens et informaticiens. Le LabEx a financé 1 gestionnaire (AI) et 3 ingénieurs en calcul scientifique (emplois pérennisés grâce à l'IdEx : CDI), 8 doctorants et 14 post-doctorants.

Fonctionnement centralisé : toutes les décisions sont prises par le conseil de direction qui se réunit une fois par mois ; conseil scientifique tous les deux ans ; Journées de l'institut : trois jours tous les deux ans

Appel à projet ouvert au fil de l'eau : 130 projets soutenus à hauteur de 5 000 €, tous portés au moins par deux unités différentes, interdisciplinaires et à potentiel structurant. Volonté de limiter les CDD courts, plutôt assistants de recherche étudiants.

Institut de Convergence ILCB (depuis 2016) : 9,4 M €, dont 6,9 M € du PIA et 2 M € AMIDEX. La totalité du LabEx y est impliquée ; effet structurant, très centré et localisé. Accent sur la formation (la moitié du budget). Nouveau Master en Sciences cognitives 2018 (avec parcours Cerveau et langage), formations communes, formation continue (DU), PhD : neurolinguistique cognitive et computationnelle. École d'été annuelle (pour mise à niveau des étudiants qui entrent en master) et formation continue à destination des personnels de santé

10 labos dont 1 en Avignon ; 140 membres statutaires (volonté d'élargir).

Avenir : Le LabEx se trouve dans un environnement déjà solide car l'Institut de Convergence est créé pour 8 ans (jusqu'en 2025). Il faudra pérenniser la formation, cela se fera dans le cadre de l'IdEx.

Discussion à partir de ces trois dernières présentations

CM : Ces trois derniers LabEx ont plus nettement mis l'action sur la formation, quelle sera alors leur articulation avec les EUR ?

EA : Du point de vue budgétaire, il s'agit de financer des allocations dans les ED existantes, de développer les formations existantes et de créer des formations spécifiques. Il y a une politique RH de recrutement avec fléchage ou coloriations des établissements ; le CNRS est défaillant sur cet aspect. En effet, l'InSHS n'a pas tenu compte de l'implication de certaines EA dans des LabEx pour les transformer éventuellement en UMR ; il n'en a pas tenu compte pour les coloriations des postes au concours chercheurs, ni pour les affectations des lauréats dans les laboratoires, ni enfin pour les délégations.

PB : Nous dépendons en effet des choix politiques du CNRS et de ses capacités d'intervention ; il est très regrettable que l'InSHS affecte des moyens à des LabEx et non à des unités de recherche, cela crée de gros problèmes.

EA : De même, il n'y a aucun co-pilotage de l'InSHS pour les nouveaux projets EUR, ni pour les projets d'Instituts de Convergence. On a relevé une hostilité préalable incompréhensible pour certains projets pourtant appuyés sur des LabEx incluant des UMR très impliquées. Il y a donc une contradiction entre les demandes des tutelles universitaires et le CNRS pour certaines UMR.

OB : On peut regretter que la politique de l'InSHS n'ait pas été plus engageante ou « facilitatrice ». À titre d'exemple, le RFIEA+ a essayé d'interagir avec les UMIFRE pour mieux connecter les dispositifs de mobilité entrante et sortante, mais il n'y a malheureusement pas eu de soutien de la part de l'InSHS.

NC : Pourquoi le BASC n'a-t-il pas de tutelle InSHS ?

NN : Il n'y a pas de chercheur CNRS relevant de l'InSHS, mais cela pourrait évoluer.

ABG : Le PIA a été lancé en dehors des ministères et du CNRS, seulement entre la CGI et l'ANR...

GG : Il faut faire attention de ne pas trop financer les formations en les rendant trop dépendantes de financement à durée limitée. Du coup se pose la question : comment pérenniser les nouvelles formations (trouver des financements) ?

PB : Dans l'Institut de Convergence, on a trouvé un équilibre entre recherche et formation. Dans les EUR, la formation prend le dessus, mais les budgets sont ridicules !

Notes : A. Abeillé, Ph. Auvergnon, N. Chaabane,
C. Michel, C. Oghina Pavie
Rédaction : C. Michel